

Sécurité alimentaire au Mali : Le Royaume-Uni et les Émirats Arabes Unis organisent un sommet mondial

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 26 JANVIER 2024

1514

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Accord d'Alger

La fin d'une lente agonie



Yaya Sangaré :
«Organiser la présidentielle est un impératif»



E-quitus :
Une plateforme de délivrance du quitus fiscal lancée

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

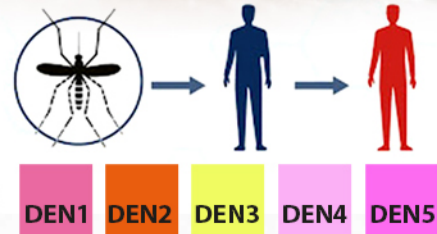


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



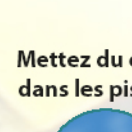
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie

P.20



P.26



P.35



/ Une /

Accord d'Alger :
La fin d'une lente agonie

P.4

/ Breves /

Train de vie de l'état : Des sacrifices consentis par les ministres
Clash de la transition malienne : Oumar Mariko a-t-il raté l'occasion de se taire ?
Prix du pain : Une baisse en vue
Ménaka : Le blocage des axes routiers impacte les prix sur le marché
Soutien du Qatar aux terroristes : 15 millions de dollars auraient été versés en 2011

P.20
P.21
P.22
P.23
P.24

/ Actualité /

Plan de réponse humanitaire 2024 : 7 millions de personnes concernées
Sécurité alimentaire au Mali : Le Royaume-Uni et les Émirats Arabes Unis organisent un sommet mondial
E-quitus : Une plateforme de délivrance du quitus fiscal lancée
Lutte contre le terrorisme : Abdoulwahab Ould Choghib éliminé

P.26
P.28
P.30
P.31

/ Politique /

Yaya Sangaré :
«Organiser la présidentielle est un impératif»
Présentation des vœux :
L'AFD en conférence de presse

P.34
P.35

/ Culture & Société /

Audience au ministère de la culture
Le ministre Guindo félicite Youssou Doumbia

P.37

/ International /

Diplomatie :
La Chine et Nauru rétablissent leurs relations
Beijing : Xi Jinping rencontre le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda

P.38
P.39

/ Sport /

Éric Sékou Chelle applaudi pour sa stratégie gagnante :
Le Mali termine en tête du groupe E

P.42

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations

(AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Accord d'Alger

La fin d'une lente agonie

Enfin la fin ? Requiem pour l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ? L'Accord d'Alger mort de sa belle mort ? Les réponses à toutes ces questions sont affirmatives. Mieux elles sont péremptoires.

En effet, c'est sanglé dans son bel uniforme de colonel de la Gendarmerie que Abdoulaye Maïga, ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du gouvernement, a lu, au cours du journal de 20 heures de la chaîne nationale de télévision, l'ORTM, l'acte de décès de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Avec le ton martial que requérait pour lui son an-

nonce, il a répété à 3 reprises « le Gouvernement de la Transition constate l'inapplicabilité absolue de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en 2015 et par conséquent, annonce sa fin, avec effet immédiat ».

Comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

L'Accord d'Alger, signé sous le président Ibrahim Boubacar Keita,

était porteur de plusieurs « péchés originels » qui ne pouvaient lui prédire longue vie.

Le premier péché a consisté à mettre sur le même pied d'égalité, contrairement à toutes les règles et usages diplomatiques, l'Etat du Mali et une rébellion armée.

Le deuxième péché a consisté à concéder à cette rébellion toutes ses demandes au motif que l'Etat du Mali était en position



de faiblesse. Seuls des principes inaliénables comme le respect de l'intégrité du territoire malien ou la laïcité de l'Etat ont été préservés. D'ailleurs dans les faits, ils ont été vidés de leur contenu avec le cas de Kidal qui n'a rejoint la République que plus d'une décennie plus tard sous les coups de boutoirs des Forces Armées Maliennes (FAMA).

L'honnêteté oblige à reconnaître que les mises en garde répétées de Mohamed Bazoum, à l'époque ministre des Affaires étrangères puis de la Sécurité du Niger, contre l'acceptation des clauses de l'Accord n'ont pas été entendues.

Le troisième péché et le plus grave est le fait qu'aussi bien le gouvernement de l'époque et

l'Assemblée nationale du Mali n'ont été ni informés à plus forte raison impliqués dans les tractations d'Alger. Tout s'est tramé entre IBK et ses émissaires à Alger avec comme seules consignes de vagues lignes rouges à ne pas franchir.

Le quatrième péché est la permissivité voire le laxisme avec lesquels l'Accord a été mis en œuvre par le gouvernement qui n'avaient comme outil de persuasion que les valises de billets de banque, les passe-droits et autres avantages accordés aux rebelles avec comme prime les suppliques pour aller à Kidal.

Last but no least, la médiation

internationale n'a jamais eu la fermeté ou le doigté nécessaire pour faire de l'accord pour la paix un véritable accord de paix.

Face donc à la reprise des hostilités entre l'armée malienne et les mouvements signataires désormais assimilés à des terroristes poursuivis par la justice malienne et aux graves accusations formulées contre principalement l'Algérie, chef de file de la médiation internationale, le gouvernement de la Transition a déclaré la caducité de l'Accord d'Alger avec effet immédiat.

Le gouvernement de la Transition reproche en effet au voisin algérien des velléités d'imposer un délai de Transition aux Autorités maliennes,



de manière unilatérale, de tolérer l'existence sur le territoire algérien de bureaux de représentation de certains groupes signataires de l'Accord devenus aujourd'hui des « terroristes », d'avoir travaillé à maintenir le régime de sanctions des Nations Unies sur le Mali et enfin d'être la main cachée pour imposer un chapitre sur le Mali dans le document final du sommet

du Mouvement des non-alignés à Kampala, en Ouganda, sans le consentement des Autorités maliennes.

Tant de reproches ne pouvaient rester sans suite et le gouvernement de Transition en a tiré toutes les conséquences.

L'Algérie ne manquera sans doute

pas de réagir. En rompant les relations diplomatiques avec le Mali après, pour beaucoup moins que cela, rappelé son ambassadeur pour consultation avant de le laisser revenir au Mali ?

Wait and see. En attendant, le Royaume du Maroc, grand rival de l'Algérie, boit du petit lait.

LIRE EN ENCADRÉ LES COMMUNIQUES N°064 et N°65 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION



COMMUNIQUE N°064 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°064 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition constate avec une vive préoccupation une multiplication d'actes inamicaux, de cas d'hostilité et d'ingérence dans les affaires intérieures du Mali par les autorités de la République Algérienne Démocratique et Populaire, toutes choses portant atteinte à la sécurité nationale et à la souveraineté du Mali.

Au nombre de ces cas que nous condamnons, figurent, entre autres :

1. L'imposition d'un délai de Transition aux Autorités maliennes, de manière unilatérale ;
2. L'accueil sans concertation ou notification préalable et au plus haut sommet de l'Etat Algérien de citoyens maliens subversifs et de citoyens maliens poursuivis par la justice malienne, pour actes de terrorisme ;
3. L'existence sur le territoire algérien de bureaux assurant la représentation de certains groupes signataires de l'**Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger**, devenus aujourd'hui des acteurs terroristes ;
4. La volonté des autorités Algériennes à maintenir le régime de sanctions des Nations Unies concernant le Mali, au moment où le Mouvement des Non Alignés et la Fédération de Russie s'y opposaient dans l'intérêt du Mali qui demandait la levée dudit régime ;



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

1

COMMUNIQUE N°064 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

5. La main cachée des autorités Algériennes dans une manœuvre consistant à imposer un chapitre sur le Mali dans le document final du sommet du Mouvement des non-alignés à Kampala, en Ouganda, sans le consentement des Autorités maliennes.

À l'argument des autorités Algériennes selon lequel, elles ne sont pas à l'initiative du Chapitre contesté sur le Mali, il est utile de leur demander la raison pour laquelle elles ont été les seules à s'opposer, au niveau des experts, à l'amendement proposé par le Mali, en affirmant que toute modification de la rédaction contestée devrait recueillir, au préalable, l'assentiment des plus hautes autorités Algériennes.

Après analyse de ces cas, il ressort une perception erronée des autorités Algériennes qui considèrent le Mali comme leur arrière-cour ou un Etat paillasson, sur fond de mépris et de condescendance.

Par ailleurs, le Gouvernement de la Transition prend à témoin l'opinion nationale et internationale et les invite à constater l'écart entre les manœuvres d'hostilité des autorités Algériennes d'une part et d'autre part la responsabilité qui leur incombe au moment où elles siègent au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'instance chargée principalement du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Gouvernement de la Transition, tout en condamnant cette attitude, exige des autorités Algériennes de cesser immédiatement leur hostilité.

En outre, les relations de bon voisinage exigent des comportements responsables, qui doivent être guidés par le sens de l'empathie et le respect mutuel.



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

2

COMMUNIQUE N°064 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition serait curieux de savoir le sentiment des autorités Algériennes, si le Mali devrait accueillir au plus haut sommet de l'Etat, des représentants du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie.

Le Gouvernement de la Transition saisit cette occasion pour rappeler aux autorités Algériennes les relations séculaires et fraternelles qui existent entre le peuple malien et le peuple algérien. L'un des points majeurs de l'amitié entre les deux peuples frères remonte à la guerre d'Algérie, lors de laquelle, le Mali a notamment :

- offert son territoire comme base arrière aux Moudjahidines, ouvrant ainsi un front sud;
- participé aux affrontements armés contre le colonisateur français, en déployant des combattants maliens aux côtés des Moudjahidines, sur le territoire algérien pour défendre la liberté et la dignité des Algériens;
- défendu la cause algérienne dans toutes les instances diplomatiques, jusqu'au recouvrement de leur indépendance.

Le Mali invite les autorités Algériennes à se remémorer également leur responsabilité dans la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel. S'il est vrai que l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) a exacerbé la menace terroriste, il n'en demeure pas moins que c'est l'installation dans le Sahara du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) algérien, puis son allégeance à Al-Qaida qui marquent l'avènement du terrorisme international dans la région.



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

3

COMMUNIQUE N°064 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Mali réaffirme son attachement à la promotion des relations amicales et harmonieuses avec l'ensemble des Etats du monde, sous réserve du respect des principes guidant l'action publique au Mali, définis par Son Excellence Le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, à savoir :

- le respect de la souveraineté du Mali ;
- le respect des choix de partenariat et des choix stratégiques opérés par le Mali ;
- la prise en compte des intérêts vitaux du Peuple malien dans toutes les décisions.

Que Dieu bénisse le Mali et préserve les Maliens !

Bamako, le 25 janvier 2024

**Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,**



Colonel Abdoulaye MAIGA



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

4

COMMUNIQUEN°65 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°065 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Le Gouvernement de la Transition, dans le cadre de la mise en œuvre de l'**Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger**, signé en 2015, partage avec l'opinion nationale et internationale les faits graves, ci-dessous :

1. Le changement de posture de certains groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, devenus des acteurs terroristes et poursuivis par la justice malienne, après avoir commis et revendiqué des actes terroristes ;
2. L'incapacité de la médiation internationale à assurer le respect des obligations incombant aux groupes armés signataires, malgré les plaintes formulées par le Gouvernement de la Transition, à travers la lettre du Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale, en date du 24 Février 2023, adressée aux Autorités de la République Algérienne Démocratique et Populaire, chef de file de la médiation internationale ;
3. Les actes d'hostilité et d'instrumentalisation de l'Accord de la part des Autorités Algériennes dont le pays est le chef de file de la médiation, tels que mentionnés dans le communiqué n°064 du 25 janvier 2024 du Gouvernement de la Transition.



<https://m.facebook.com/malidmali/posts>

1

COMMUNIQUEN°65 DU 25 JANVIER DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

Au regard de ces faits suffisamment graves précités, le Gouvernement de la Transition constate l'inapplicabilité absolue de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en 2015 et par conséquent, annonce sa fin, avec effet immédiat.

Le Gouvernement de la Transition rassure de sa volonté à œuvrer pour le règlement pacifique de la crise malienne, en tirant les enseignements des accords précédents et en consolidant leurs acquis.

En outre, il invite tous les autres groupes signataires du caduc accord de paix, non impliqués dans le terrorisme, ainsi que les partenaires du Mali à s'inscrire dans l'esprit du dialogue direct inter-malien ouvert à tous nos compatriotes épris de paix, annoncé par Son Excellence Le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, le 31 Décembre 2023.

Le Gouvernement de la Transition saisit cette occasion pour appeler les maliens à renforcer la cohésion nationale et à promouvoir le dialogue et la paix.

Que Dieu bénisse le Mali et préserve les Maliens !

Bamako, le 25 janvier 2024

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement,



Colonel Abdoulaye MAIGA



<https://m.facebook.com/matdmali/posts>

2

■ Moctar Sow

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3ÈME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Daouda Bakary Kone



Côte d'Ivoire et le Sénégal. Imaginez le match là-bas...que le meilleur gagne.

■ Zeinaba Narabene



Je suis profondément dépassée et choquée par les réactions, posts, et vidéos de certains de nos frères et amis #ivoiriens depuis hier, suite au match nul du Mali contre la Namibie.

Initialement, nous avons tous rigolé et taquiné nos amis, du fait que leur qualification dépendais désormais de nous. Cependant, la tournure que prennent les événements est à la fois triste et préoccupante.

Le football, en tant que sport, est censé être un catalyseur de #cohésion #sociale, un moyen de #rassemblement, un espace de #joie et de #rires. C'est donc décevant de voir que cela a été détourné en un canal pour générer de la haine et de la discorde entre des nations voisines et fraternelles.

Il est impératif de revenir à la raison et de se rappeler du véritable objectif de la Coupe d'Afrique des Nations. Au lieu de diviser, utilisons cet événement pour renforcer les liens qui nous unissent en tant que nations africaines.

La fraternité humaine transcende la souveraineté des nations comme on le dit à la #JCI, elle doit à cet effet prévaloir sur la rivalité, et l'esprit sportif doit guider nos interactions.

Ensemble, travaillons vers une compréhension mutuelle et un soutien collectif pour le bien de notre continent.

En tout cas bonne continuation aux Aigles et à toutes équipes qualifiées.

Ministère de la Jeunesse et des Sports

#CAN2023
#foiredelacan



■ Wassa TV



Can2024 | Côte d'Ivoire veut Hervé Renard en prêt ! Après avoir limogé Jean Louis Gasset, la fédération ivoirienne a contacté la FFF pour obtenir le prêt de Hervé Renard pour la fin de la #CAN



■ Soumaïla Sagara



Oumar Koné, la CAN 2023 est une CAN de vengeance

■ Celebrity Empire



Beyoncé supplie Jay-Z de pardonner à Blue Ivy pour avoir révélé des preuves d e lui et de P Diddy s'embrassant - DÉTAILS C O M - PLÈTS dans le 1er COMEMET CI-DESSOUS



■ Primature du Mali



Le génie au service du Mali
Voilà ce qui résume parfaitement la rencontre du Premier ministre avec I e s jeunes inventeurs du semoir intelligent, micro-doseur d'engrais, Badra Aliou DIARRA et Aldiouma A. TRAORÉ. 48 h après le jeune lauréat du 1er Prix UEMOA de l'Innovation, Adjouma Konaté, les deux ingénieurs étaient venus rendre compte ce mercredi 24 janvier au Chef du gouvernement, des améliorations apportées à leur ma-

chine agricole révolutionnaire.

Les deux ingénieurs veulent aujourd'hui institutionnaliser et vulgariser leur invention déjà brevetée. Elle représente un gain de temps pour les agriculteurs: le semoir intelligent, micro-doseur d'engrais, permet en effet de semer avec plus de précision, augmenter les terres cultivées et améliorer substantiellement les conditions de production. Cela avec une réelle réduction de la consommation.

Le projet qui est à sa deuxième phase, a bénéficié de l'appui du Centre malien de la Promotion de la Propriété intellectuelle (CEMAPI), notamment pour sa participation au Salon africain de l'Invention à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Badra Aliou et Aldiouma entendent mettre cet outil novateur à la disposition des acteurs agricoles. A cette occasion, ils ont sollicité les conseils du Chef du gouvernement.

« Nous avons un devoir envers la jeune génération », a réagi l'ingénieur aguerri qu'est le Premier ministre . Il n'a pas mis longtemps à rassurer les jeunes inventeurs quant à la pertinence de leur dispositif et son potentiel pour assurer l'autosuffisance alimentaire dans notre pays.

Le Premier ministre s'est montré optimiste pour l'avenir du Mali qui ne fait que se concrétiser. À ce propos, Il a fait référence au Centre d'Intelligence artificielle et de Robotique, initié en juin dernier.

Au nom du gouvernement de la Transition, Choguel Kokalla MAÏGA a encouragé ses jeunes hôtes tout en les invitant à inscrire leur projet dans un mémorandum qui fera l'objet d'étude et d'analyse par les départements sectoriels.

CCRP



■ Malick Konate



Ici, les Marocains sont actuellement traités comme des stars. Lorsqu'ils entrent dans un restaurant, tout le monde s'exclame : « Morocco ! Merci ! Vive le Maroc ! » et se met à danser ensemble. C'est ça, le football : des moments de tristesse et des moments de joie.

#Bèki_Takè #CAN2023

■ Ministère de la Refondation de l'Etat



Festival Culturel OGOBAGNA :

visite du MRE

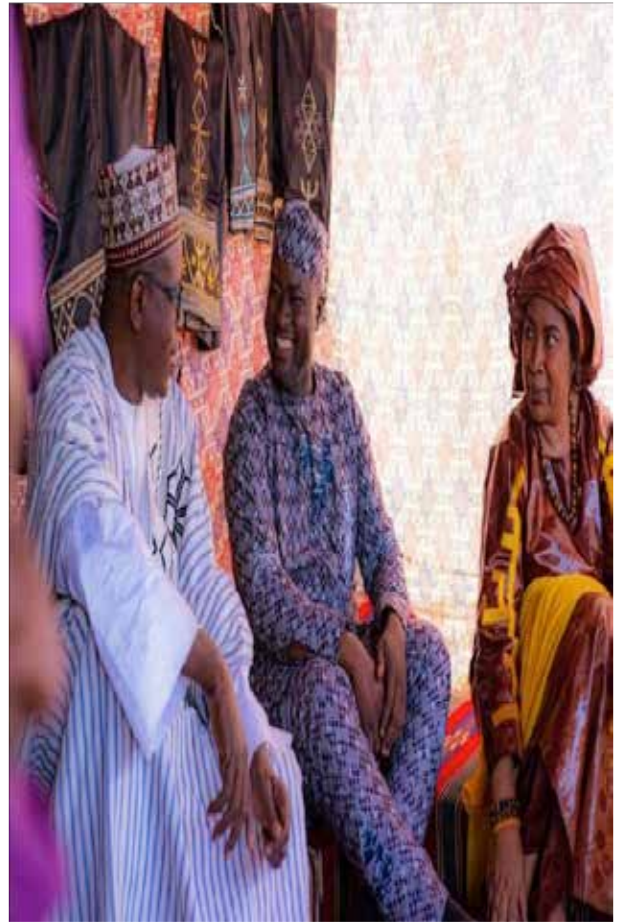
Le Ministre de la Refondation de l'État, M. Ibrahim Ikassa, accompagné de ses collègues ministres du Gouvernement, a effectué une visite ce mercredi 24 janvier 2024, à la place du Cinquantenaire, où se déroule la 9^e édition du Festival Culturel OGOBANA.

Ce festival a pour objectif de promouvoir la richesse de notre culture dans toute sa diversité, offrant ainsi aux Maliens l'opportunité de découvrir et d'apprécier les talents de nos acteurs culturels. Sous le thème captivant « La contribution des institutions et mécanismes endogènes dans la refondation de la gouvernance publique au Mali », cette édition spéciale accueille la communauté bwa en tant qu'invitée d'honneur.

Le festival, qui se déroule du 22 au 23 janvier 2024, offre un éventail d'activités telles que des conférences scientifiques, des expositions ventes d'artisanat, des performances d'artistes renommés, et met en avant l'art culinaire des diverses communautés du Mali. Un rendez-vous incontournable pour célébrer la diversité culturelle et renforcer les liens entre les peuples.

La délégation ministérielle a visité l'ensemble des stands, où ils ont apprécié l'ingéniosité des exposants et les ont encouragé à œuvrer pour promouvoir davantage la culture dans toute sa diversité.

CCOM-MRE



■ Niang Abdoul



@NiangAbdoul15

#Gossi | Un Check-point des FAMA attaqué par les GAT. Côté ami, aucune victime ni dégât matériel. Côté ennemi, des morts et des prisonniers, des moyens roulants saisis. Deux albatros survolent la zone en ce moment.

■ Présidence Sénégal



@PR_Senegal

Communiqué de presse:

REPUBLIQUE DU SENEGAL



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

COMMUNIQUE

En réponse à la requête qui lui a été adressée, le 15 janvier 2024, le Président de la République, a reçu, ce mercredi 24 janvier 2024, une délégation représentant le Collectif dit de la quarantaine de candidats aux dossiers de parrainage invalidés.

Le Chef de l'Etat a salué la démarche républicaine des requérants et recueilli les préoccupations des représentants du Collectif, tout en rappelant notamment que le Conseil Constitutionnel, par sa décision n° 2/E/2024 du 20 janvier 2024, a déjà proclamé la liste définitive des candidats admis à se présenter à l'élection présidentielle du 25 février 2024.

Le Président de la République, garant du fonctionnement normal des institutions, a également précisé aux participants que, c'est la Constitution, en son article 92, qui dispose que « *Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucune voie de recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles* ».

Dès lors, le Président de la République, *toujours ouvert au dialogue sur toutes les questions qui rythment la vie nationale*, a réaffirmé aux membres du Collectif et aux autres acteurs politiques, l'importance du déroulement de la campagne électorale et du scrutin présidentiel du 25 février 2024, dans la paix et la sérénité, afin de consolider notre démocratie exemplaire.

Fait à Dakar, le 24 janvier 2024



YORO DIA

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



La Direction Générale porte à la connaissance des pensionnés de l'INPS que l'objectif du contrôle physique est d'identifier les bénéficiaires de pensions afin d'éviter que des droits ne soient payés à des personnes non indiquées.

A cet effet, elle informe tous les bénéficiaires de pension que **l'absence du contrôle physique entraîne systématiquement la suspension des droits à partir de janvier 2024.**

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

Bamako, le 03 janvier 2024

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

COMMUNIQUÉ

N°2024-004/DG-INPS



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accident du Travail du District de Bamako, que l'INPS procédera à un **contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.**

Le contrôle se déroulera dans toutes les Agences des Communes de l'INPS pour la période allant du **15 janvier au 24 janvier 2024.** Le contrôle concerne tous les modes de paiements (caisse, virement bancaire).

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- ***La pièce d'identité en cours de validité***
- ***Le carnet AT ou le N°AT***

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

Bamako, le 10 janvier 2024

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
OUSMANE KARIM COULIBALY
Chevalier de l'Ordre National

Train de vie de l'état: Des sacrifices consentis par les ministres

«Aucun membre du gouvernement n'a eu son salaire entier en deux ans» ! Telle est la révélation faite par le président de la Transition en recevant les vœux de nouvel An des forces vives de la nation le 15 janvier 2024 au palais de Koulouba. «Depuis l'embargo, aucun ministre n'a eu son salaire entier... Je devais prendre des mesures pour leur salaire, mais je leur ai demandé

de patienter... Aujourd'hui, même si tu veux dilapider l'argent public, tu ne peux pas», a-t-il assuré. Le chef de l'Etat a expliqué que les voyages des ministres à Moscou en avion présidentiel sont faits seulement s'il est estimé que le coût des billets dépasse les frais de déplacement de l'avion. N'empêche que des Maliens continuent de se poser des questions sur l'augmentation des budgets des principales institutions, notamment la Présidence, le Conseil national de la Transition ou encore la Primature. Et cela au moment où ils continuent à faire preuve de résilience pour le changement souhaité.

Le Matin



Clash de la transition malienne : Oumar Mariko a-t-il raté l'occasion de se taire ?

Dans une récente interview sur France 24, le Dr Oumar Mariko, président du parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), a suscité la controverse en critiquant vivement les autorités de la transition du Mali. Cette sortie intervient à un moment délicat, alors que son parti est confronté à une menace imminente de dissolution.

Le Dr Mariko, une figure de l'opposition malienne, a pointé du doigt les principales figures de la transition, mettant en cause le président Assimi Goïta, ses collaborateurs, ainsi que le Premier ministre Choguel Kokala Maïga et son mouvement M5-RFP.

Selon lui, ces derniers constituent les principaux obstacles à la paix dans le pays, affirmant sans détour que «l'obstacle à la paix au Mali demeure Assimi Goïta, ses camarades et le Premier ministre Choguel Kokala Maïga et son M5-RFP». Il a sévèrement critiqué les autorités au pouvoir, remettant en question leur légitimité en déclarant qu'elles ne bénéficient d'aucune confiance de la part du peuple malien.

Pour lui, non seulement elles sont incapables de favoriser la paix et le dialogue, mais elles ne sont également pas dignes de confiance. En ajoutant que les

dirigeants gouvernent uniquement par la force militaire, il a suggéré qu'ils deviennent de plus en plus impopulaires.

Ces déclarations du Dr Mariko soulèvent des interrogations quant à leurs impacts sur la situation politique déjà tendue au Mali. Alors qu'il est déjà poursuivi pour atteinte au crédit de l'État, certains observateurs se demandent si ses propos ne vont pas aggraver son cas. De plus, ces critiques directes envers les autorités en place pourraient compliquer davantage la menace de dissolution qui plane sur son parti, le Sadi.

Les observateurs s'interrogent également sur la pertinence de cette sortie dans un contexte où le pays fait face à d'importants défis, tant sur le plan sécuritaire que politique. Certains estiment que le Dr Mariko aurait dû choisir une approche plus mesurée, compte tenu des enjeux nationaux. La sortie du Dr Mariko est mal vue par de nombreux Maliens, qui estiment qu'il a manqué une opportunité de se taire.

Les critiques soulignent que dans une période où l'unité nationale est cruciale, des déclarations aussi incisives ne font qu'ajouter à la polarisation politique et aux tensions existantes. En effet, la question demeure : Oumar Mariko a-t-il raté l'occasion de se taire ? Les répercussions de ses déclarations risquent-elles d'aggraver sa situation et celle de son parti dans le paysage politique malien ? L'avenir pourrait apporter des réponses à ces questions.

Adama Coulibaly
NOUVEAU RÉVEIL



Prix du pain : Une baisse en vue

Le prix du pain de 300 grammes devrait bientôt revenir à 270 francs CFA, au lieu de 300 FCFA actuellement. Une mesure décidée à l'issue de la signature d'un protocole entre les acteurs de la filière pain et le ministère en charge du commerce et de l'industrie le 10 janvier 2024. Outre cette baisse, destinée à rendre le pain plus accessible, les acteurs ambitionnent d'offrir un produit répondant aux normes de qualité.

Après plusieurs discussions, les acteurs de la filière pain et les autorités sont parvenus à un accord. La décision, qui doit entrer en vigueur d'ici le 1er février 2024, devra permettre au consommateur d'acheter le pain à un prix plus abordable. En effet, la « petite » baguette de 150 francs CFA sera désormais cédée à 135 francs et le « gros pain » coûtera 300 francs CFA.

Ce compromis autour du prix du pain vise à garantir un approvisionnement serein sur l'ensemble du territoire pour cet aliment très consommé. Les autorités ont aussi en ligne de mire le mois de Ramadan, un mois de grande consommation, prévu cette année en mars.

Garantir la qualité

L'objectif du protocole est aussi de maintenir la longueur du pain à 60 centimètres. « Parce que c'est là où réside le grand problème. Les boulangers qui revendent

préfèrent le pain à 80 ou 90 centimètres. Ce qui leur permet de gagner plus », se plaint Mamadou Lamine Haïdara, Président de la filière pain.

Ce pain, qui « est vide », n'est pas de qualité et ne répond pas aux normes sanitaires. Car le combat de M. Haïdara est la fin des intermédiaires entre les fabricants et les consommateurs. En effet, le transport et les conditions de conservation du pain par les boulangers laissent à désirer. Il s'agira donc progressivement d'éliminer « les mauvaises boulangeries », qui gagnent à fabriquer un pain de moindre qualité acheté massivement par divers revendeurs. Il est donc important de veiller à l'applicabilité de cette mesure, à laquelle les acteurs tiennent depuis près de 3 ans.

Pour ce faire, ils comptent sur la diligence du ministère et de la Direction générale du Commerce et de la concurrence (DGCC). Pour sensibiliser davantage les acteurs, les responsables de la filière pain envisagent de réunir cette semaine leurs membres afin de les préparer au respect de la décision. Dans cette chaîne, les meuniers, qui ont un rôle capital, sont aussi invités à jouer leur partition.

Chiffres

Sac de farine de 50 kg : 23 000 francs CFA

Pain de 300 g : 270 francs CFA

Pain de 125 g : 135 francs CFA

JOURNAL DU MALI



Ménaka

Le blocage des axes routiers impacte les prix sur le marché

La fermeture des axes routiers menant à Ménaka par les groupes armés reste en vigueur. Depuis le 10 janvier, les camions ne rentrent plus dans cette ville du nord du Mali. On assiste aujourd'hui à une montée des prix des denrées alimentaires.

Les populations de Ménaka, en majorité des déplacés, sont toujours sous le poids des conséquences de cette fermeture des axes routiers.

Deux semaines après le blocage, les prix des denrées ont considérablement grimpé. Les 25 kilogrammes de riz, précédemment vendus à 12 500, sont actuellement cédés entre 17 500F et 21 000 F CFA.

De 2 500 F, le paquet de lait est de nos jours vendu à 3 500 F. Quant à l'oignon, le kilo est actuellement à 2 500 F. Le prix du litre d'essence a atteint 1 500 F.

Selon des commerçants, ces prix peuvent encore monter si des solutions ne sont pas trouvées dans les jours à venir.

En attendant, la société civile et les autorités de la région multiplient les rencontres pour décanter la situation.

Comment réagissent les populations à cette situation ? Sur place à Ménaka, on interpelle les commerçants et les autorités en vue de trouver une solution.

Abdoulaye Hamani est du conseil communal des jeunes de Ménaka.

STUDIO TAMANI



Soutien du Qatar aux terroristes 15 millions de dollars auraient été versés en 2011

Selon un document divulgué, le gouvernement qatari aurait donné cette somme à des groupes terroristes armés dans le nord du Mali en 2011. Cette révélation met directement en cause l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, dans le financement du terrorisme au Mali. La lettre, datée d'avril 2011, indique que l'argent a été remis au service de sécurité de l'État du Qatar, représenté par M. Abdullah bin Hamad Al-Nue'emi.

Un ancien agent de renseignement français, Marc Eichinger, considère ce document comme étant «plus important que les autres» car il prouve l'implication directe de l'émir du Qatar dans le financement du terrorisme, contribuant ainsi à la déstabilisation du Mali et de toute l'Afrique de l'Ouest. Selon Eichinger, ce financement aurait également entraîné une vague de migration sans précédent dans la région.

Il est important de souligner que l'implication du Qatar dans le financement international du terrorisme n'est pas nouvelle. Depuis juin 2017, le pays est soumis à un blocus décrété par l'Arabie saoudite, Bahreïn et les Émirats arabes unis, qui l'accusent de soutenir le terrorisme. Malgré ces accusations, certains pays occidentaux, dont la France sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ont continué à bénéficier des investissements qataris.

Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani est né le 3 juin 1980 à Doha et est devenu émir du Qatar le 25 juin 2013, à la suite de l'abdication de son père, Hamad ben Khalifa Al Thani. Il était classé comme le 6e souverain le plus riche du monde en 2021, avec une fortune estimée à près de 2,5 milliards de dollars par le magazine Forbes.

Cette révélation remet en question les relations internationales du Qatar, ainsi que son rôle dans le financement du terrorisme. Il est essentiel que les pays concernés prennent des mesures appropriées pour lutter contre le terrorisme et prévenir de futures crises régionales.

Arouna Sidibé





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Plan de réponse humanitaire 2024 7 millions de personnes concernées



Environ 7,1 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire et de protection en 2024, selon le plan de réponse humanitaire. Parmi ces personnes, 77 % sont des femmes et des enfants. Ces informations ont été communiquées lors du lancement du plan de réponse humanitaire 2024 au Mali le jeudi 25 janvier 2024.

Ce plan d'action s'inscrit dans la volonté du Mali de sauver des vies et de soulager les souffrances des personnes touchées par des chocs récurrents. Il vise à fournir une assistance multisectorielle sûre, équitable, inclusive et fondée sur des principes humanitaires.

Dans le contexte humanitaire du Mali, il a été révélé que près de 7,1 millions de personnes, soit 32 % de la population actuelle, ont besoin d'aide humanitaire et de protection. Cette situation est particulièrement grave dans les zones touchées par le conflit au nord et au centre du Mali, où les difficultés d'accès et les déplacements multiples exacerbent la vulnérabilité.

La réunion a également permis d'annoncer que près de 701,6 millions de dollars seront nécessaires en 2024 pour permettre à 165 organisations humanitaires de fournir une assistance essentielle à 4,1 millions de personnes ciblées par le Plan de réponse aux besoins humanitaires. Ce

plan accorde la priorité aux activités humanitaires visant à répondre aux besoins urgents et vitaux des personnes les plus vulnérables.

Lors de son discours de lancement, le Ministre de la Santé et du Développement Social, le Colonel Assa Badiallo TOURE, a souligné que les efforts coordonnés de la communauté humanitaire en appui au gouvernement ont permis de mobiliser des ressources financières en 2023 pour venir en aide aux personnes les plus démunies. Cette mobilisation représentait 30 % des ressources nécessaires, et malgré cela, les acteurs humanitaires ont pu apporter leur aide à 2,8 millions d'hommes, de femmes et d'enfants, contri-



buant ainsi à sauver leurs vies. Il a également mentionné que depuis la reconquête de l'ensemble du territoire national par les Forces Armées Maliennes et leur renforcement, les mesures de sécurité de l'État ont permis le retour de plus de 391 961 personnes déplacées internes dans leurs localités d'origine.

Il est important de rappeler que la communauté humanitaire s'est engagée à fournir une aide multi-sectorielle adéquate, équitable et inclusive, fondée sur les principes humanitaires, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants, qui sont les plus touchés par la crise. L'objectif est

d'améliorer l'accès inclusif, opportun et adapté aux services de base de qualité pour les personnes affectées par les chocs récurrents, en respectant leurs droits fondamentaux et les normes en vigueur.

■ **Siguéta Salimata DEMBÉLÉ**

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com
Site:www.malikile.com

Sécurité alimentaire au Mali

Le Royaume-Uni et les Émirats Arabes Unis organisent un sommet mondial

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes mondiaux exacerbés par des facteurs tels que les conflits violents, les déplacements de population et le changement climatique. C'est dans ce contexte que le Royaume-Uni s'est associé aux gouvernements des Émirats Arabes Unis et de la Somalie pour organiser un sommet mondial sur la sécurité alimentaire à Londres. Ce sommet a attiré l'attention de la communauté internationale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et a renforcé les efforts pour atteindre l'objectif de développement durable «Zéro Faim» d'ici 2030.

Le sommet a mis en évidence le rôle dévastateur des conflits et du changement climatique en tant que facteurs favorisant la faim et la malnutrition. Au Mali, la situation est particulièrement préoccupante, malgré une amélioration saisonnière. La région de Ménaka et le cercle d'Ansongo demeurent en crise d'insécurité alimentaire en raison de la recrudescence de la violence. Les projections officielles indiquent que près de 1,4 million de personnes au Mali seront confrontées à une situation de crise ou d'urgence pendant la période de soudure en 2024. Les femmes et les filles seront touchées de manière disproportionnée. De plus, plus de 1,4 million d'enfants maliens de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë l'année prochaine.

Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple malien et s'engage à trouver des solutions durables pour prévenir la faim et la malnutrition. Dans ce cadre, le Royaume-Uni a récemment décaissé 3 milliards de francs CFA supplémentaires pour fournir une assistance humanitaire de première nécessité afin de résoudre la crise humanitaire actuelle



dans le pays. De plus, le Royaume-Uni soutient les systèmes de protection sociale au Mali et investit dans des mécanismes de prévention et de résolution des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles.

Le sommet mondial sur la sécurité alimentaire organisé par le Royaume-Uni, les Émirats Arabes Unis et la Somalie a permis de sensibiliser la communauté internationale à l'aggravation de la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Il a également renforcé les efforts déployés pour atteindre l'objectif de développement durable «Zéro Faim» d'ici 2030. Au Mali, où près de 1,4 million de personnes seront confrontées

à une situation de crise ou d'urgence alimentaire en 2024, le Royaume-Uni s'engage à résoudre la crise en fournissant une assistance humanitaire et en soutenant les systèmes de protection sociale. Il investit également dans des mécanismes de prévention et de résolution des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles. Ensemble, nous pouvons travailler pour mettre définitivement fin à l'insécurité alimentaire au Mali et dans le monde. La question de la faim et de la sécurité alimentaire est un problème complexe qui nécessite une approche multidimensionnelle. En effet, la violence et les conflits armés peuvent avoir un impact dévastateur



sur la disponibilité et l'accès aux ressources alimentaires, entraînant souvent des situations de famine. De plus, le changement climatique aggrave ces problèmes en augmentant les risques de sécheresse, d'inondation et de dégradation des terres, rendant ainsi la production alimentaire plus difficile.

Pour mettre fin à la faim au Mali et au Sahel, il est crucial de s'attaquer à ces deux facteurs clés : la violence et les conflits, ainsi que le changement climatique. Voici quelques mesures qui pourraient être prises pour y parvenir :

1. Résolution pacifique des conflits : Il est essentiel de promouvoir la paix et de trouver des solutions politiques durables aux conflits en cours. Cela peut nécessiter des négociations diplomatiques, la médiation de tiers neutres, le renforcement des institutions nationales et régionales, ainsi que la promotion du respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

2. Assistance humanitaire et protection des civils : Il est nécessaire de fournir une assistance humanitaire adéquate aux populations tou-

chées par les conflits, en veillant à ce que l'aide alimentaire soit accessible et distribuée de manière équitable. Il est également crucial de protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes déplacées, contre les violences et les abus.

3. Investissements dans l'agriculture durable : Il est important de promouvoir des pratiques agricoles durables qui renforcent la résilience des systèmes alimentaires face aux changements climatiques. Cela peut inclure la promotion de l'agroécologie, l'utilisation de techniques de conservation des sols, l'irrigation efficace, la diversification des cultures, ainsi que le soutien aux petits agriculteurs et aux coopératives agricoles.

4. Adaptation au changement climatique : Il est nécessaire de renforcer la résilience des communautés agricoles face aux impacts du changement climatique. Cela peut impliquer la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'irrigation, la promotion de techniques de gestion des terres adaptées au climat, ainsi que le développement de programmes

d'assurance-récolte pour atténuer les pertes économiques des agriculteurs en cas de sécheresse ou d'inondation.

5. Renforcement des capacités et éducation : Il est crucial d'investir dans l'éducation des agriculteurs et des communautés locales, en leur fournissant les connaissances et les compétences nécessaires pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique. Cela peut inclure la formation sur les pratiques agricoles durables, l'alphabetisation, l'éducation nutritionnelle, ainsi que le renforcement des capacités des organisations locales et des gouvernements pour gérer efficacement les crises alimentaires. En mettant en œuvre ces mesures de manière coordonnée et en collaboration avec les acteurs nationaux, régionaux et internationaux, il est possible de réduire la vulnérabilité face à la faim au Mali et au Sahel. Cependant, il est important de souligner que cela exigera des efforts continus et une approche à long terme pour surmonter les défis complexes liés à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

■ **Fatou Sissoko**

E-quitus : Une plateforme de délivrance du quitus fiscal lancée



Le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, a présidé le lancement officiel de la plateforme E-Quitus le mardi 23 janvier 2024. Cette plateforme numérique a été développée pour faciliter la délivrance du quitus fiscal.

Lors de cet événement, le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'administration, M. Alhamdou Ag Ilyene, le Directeur général des impôts, Inspecteur des Impôts Mathias Konaté, ainsi que d'autres personnalités et représentants du secteur privé et des partenaires techniques et financiers étaient présents.

Le Directeur des impôts a expliqué que la plateforme E-Quitus se compose de trois composantes, toutes développées et mises en production. La première composante concerne le moteur du système qui gère la configuration et le paramétrage des règles applicables à la délivrance du quitus fiscal par voie électronique. La deuxième composante concerne les fonctionnalités liées au processus de délivrance du quitus fiscal, de l'inscription des contribuables à la validation des demandes par l'administration. Enfin, la troisième composante est dédiée au grand public et permet de vérifier l'authenticité du quitus fiscal.

M. Konaté a souligné que la transformation numérique engagée par l'administration des impôts était inévitable et irréversible. Le déploiement de la plateforme E-Quitus vise trois objectifs principaux : simplifier les procédures de délivrance du quitus fiscal, gagner du temps et des ressources, et renforcer le civisme fiscal. Il permet également d'améliorer le climat des affaires, la transparence dans les relations entre l'administration et les contribuables, et d'appliquer les règles de bonne gouvernance.

De son côté, le ministre Sanou a souligné que les délais prolongés dans les procédures de passation des marchés

étaient l'une des difficultés majeures rencontrées par les acteurs des marchés publics, y compris le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. Dans ce contexte, la lenteur dans la délivrance du quitus fiscal a été identifiée comme l'un des facteurs ayant un impact négatif sur la rapidité du processus de passation des marchés.

Pour rappel, le quitus fiscal est un document délivré par l'administration des impôts pour attester de la conformité d'un contribuable à la réglementation fiscale en vigueur, pour une période donnée. Ce quitus fiscal est requis dans le processus de passation des marchés publics.

La plateforme E-Quitus constitue donc une avancée majeure dans la modernisation de l'administration fiscale et contribuera à faciliter les procédures administratives pour les contribuables et les acteurs des marchés publics.

■ Fatou Sissoko

Lutte contre le terrorisme

Abdoulwahab Ould Choghib éliminé



Oopération réussie des Forces armées maliennes contre l'État islamique dans le Grand Sahara

Les Forces armées maliennes (FAMA) ont récemment mené une opération réussie dans leur lutte contre le terrorisme, aboutissant à l'élimination

d'Abdoulwahab Ould Choghib, l'un des principaux dirigeants de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Cette opération, appelée «Keletigui» (chef de guerre en bamananka), a été confirmée par la Direction de l'information et des relations publiques des Armées (DIRPA) dans un communiqué publié le dimanche 21 janvier 2024.

Abdoulwahab Ould Choghib, connu pour son rôle dans le massacre de centaines de civils dans la région de Ménaka entre 2022 et 2023, a été éliminé à Inarabane, une localité située à 60 km au sud-ouest de Ménaka, lors d'une opération aéroportée des FAMA. En plus de l'élimination d'Abdoulwahab Ould Choghib, l'opération



a également permis l'élimination de 13 autres terroristes, dont plusieurs lieutenants de Daesh.

L'opération a été saluée par M. Moussa AG Acharatoumane, secrétaire général du Mouvement pour le Salut de l'Azawad (MSA), membre du Conseil National de la Transition (CNT) et témoin de l'opération. Selon lui, cette action représente un «coup dur» porté aux forces terroristes affiliées à Daesh. Il a tenu à féliciter les FAMA pour cette réussite, soulignant qu'il s'agit d'un coup fatal porté à cette organisation terroriste.

Outre l'élimination des terroristes, l'opération a également permis la destruction de cinq pick-ups lourdement armés, d'une vingtaine de motos et de divers équipements de guerre. De plus, les pôles logistiques

de carburant, de vivres et de munitions de Daesh ont été anéantis.

Inarabane, l'un des principaux bastions de Daesh dans la bande sahélo-saharienne, était considéré comme le point central des opérations meurtrières menées par le groupe. Cette opération des FAMA démontre leur détermination à lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel. Elle représente une avancée significative dans l'élimination des principaux membres de groupes terroristes opérant dans la région.

Les autorités maliennes continuent de travailler pour assurer la sécurité et la stabilité dans la région, en coopération avec les pays voisins et la communauté internationale. Cette opération témoigne de leur engagement dans la lutte contre le ter-

rorisme et de leur volonté de mettre un terme aux activités des groupes terroristes opérant dans la région.

L'opération «Keletigui» des FAMA a été un succès majeur dans la lutte contre le terrorisme au Mali. L'élimination d'Abdoulwahab Ould Choghhib et de plusieurs autres terroristes, ainsi que la destruction d'équipements et de pôles logistiques de Daesh, représentent une avancée significative dans la lutte contre les groupes terroristes opérant dans la région du Sahel. Les autorités maliennes continueront de travailler en étroite collaboration avec les pays voisins et la communauté internationale pour assurer la sécurité et la stabilité dans la région.

■ Ibrahim Sanogo



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Yaya Sangaré : «Organiser la présidentielle est un impératif»



Dans une interview exclusive, Yaya Sangaré, Secrétaire général de l'ADEMA (Alliance pour la Démocratie au Mali/African Democratic Rally), s'exprime sur l'importance cruciale de l'organisation de l'élection présidentielle au Mali. Alors que les autorités de la Transition n'ont pas encore annoncé de nouvelle date pour l'élection, les partis politiques s'impatientent et expriment leur inquiétude quant à sa tenue en 2024.

Yaya Sangaré rappelle que l'engagement pris par les autorités de la Transition pour fixer la date au 24 février était un accord souverain im-

pliant non seulement les acteurs politiques maliens, mais aussi la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et la communauté internationale. Bien qu'un léger report ait été nécessaire pour des raisons techniques avancées par le ministre en charge, les nouvelles déclarations remettant en question la tenue de l'élection doivent être analysées avec lucidité.

Le Secrétaire général souligne que l'organisation de la présidentielle est impérative pour deux raisons majeures. Tout d'abord, elle est essentielle pour permettre un retour à l'ordre constitutionnel, ce qui

contribuera à rétablir les relations avec la communauté internationale et à éviter les conséquences d'un isolement diplomatique. Ensuite, il souligne l'importance de respecter les engagements pris, car la parole donnée doit être respectée. Si la tenue de l'élection en 2024 devait être remise en question, cela devrait faire l'objet d'un consensus avec la classe politique et les autres acteurs impliqués.

Yaya Sangaré exprime son inquiétude quant à la volonté réelle des autorités d'organiser l'élection présidentielle. Il souligne que l'absence de cadre mis en place et les déclarations de certains soutiens de la Transition affirmant que les élections ne sont pas une priorité alimentent cette inquiétude. Cependant, il reste optimiste en espérant que chacun revienne à la raison et comprenne que la réussite de la transition est la meilleure chance pour le Mali. Il fait appel à la maturité des Maliens et rejette toute idée que le futur président élu ne serait pas patriote, qualifiant cette pensée d'insulte envers le peuple malien.

Yaya Sangaré souligne que l'organisation de l'élection présidentielle est un impératif pour le Mali. Il appelle les autorités de la Transition à prendre en compte cet impératif, à écouter les voix du peuple malien et à respecter les engagements pris. La réussite de cette transition est essentielle pour le retour à l'ordre constitutionnel et le développement futur du pays. Ce message semble être une prise de position concernant une question liée à la justice et aux formations politiques. L'auteur exprime son opinion selon laquelle il est difficile de se prononcer sur la question, car elle concerne la justice. Cependant, il affirme que ce n'est pas un bon message, ni pour la liberté d'expression, ni pour les partis politiques.

Fatou Sissoko

Présentation des vœux L'AFD en conférence de presse



Le 19 janvier 2024, le Dr Modibo Soumaré, président de l'Alliance des Forces Démocratiques (AFD), a tenu une conférence de presse pour présenter ses vœux traditionnels aux Maliens et partager sa vision et sa perception de la transition politique en cours, ainsi que les perspectives d'avenir de son parti.

Entouré de membres importants de l'AFD, tels que des membres du bureau politique national et les présidents des mouvements affiliés des jeunes et des femmes, le Dr Soumaré a exprimé ses vœux de santé, de bonheur, de prospérité et de réussite pour l'année 2024 à tous les citoyens maliens. Il a également exprimé son optimisme quant à l'avenir du Mali

après plus d'une décennie de difficultés.

Lors de cette conférence de presse, l'AFD a présenté des propositions aux autorités de la Transition pour faire face à la crise sociale, politique, culturelle, sécuritaire, géopolitique et géostratégique actuelle dans le pays. Le parti a souligné l'importance de répondre aux préoccupations et à l'anxiété des Maliens confrontés à la vie chère et à la vacuité du panier de la ménagère. Sur le plan économique, le Dr Soumaré a noté que l'instabilité économique, aggravée par la pénurie d'énergie fournie par la société EDM-SA, rendait l'environnement peu favorable aux investisseurs. En ce qui concerne la situation politique, il

a déploré l'absence d'un dialogue franc entre les autorités de la Transition et la classe politique, soulignant la mauvaise interprétation des propositions faites par les politiciens jusqu'à présent.

Le président de l'AFD a également critiqué l'inefficacité de la médiation de la CEDEAO, appelant les autorités à adopter une nouvelle approche envers cette organisation sous-régionale. Selon lui, la médiation se limite à un monologue d'un gouvernement qui ne respecte que ses propres décisions. Il a également dénoncé le report indéfini des élections de fin de transition, qu'il considère comme une violation flagrante de la charte de la transition. Le Dr Soumaré a exprimé ses préoccupations face

aux arrestations liées à l'atteinte au crédit de l'État, soulevant ainsi des questions sur l'interprétation correcte de la loi sur la cybercriminalité.

Malgré ces défis, le Dr Soumaré reste optimiste quant à l'avenir du Mali. Il a souligné l'importance de travailler collectivement pour surmonter les difficultés actuelles et mettre en place un avenir meilleur pour tous les Maliens.

L'AFD continue de jouer un rôle actif dans le paysage politique malien, en proposant des solutions et en exprimant les préoccupations des citoyens. La conférence de presse du Dr Modibo Soumaré a été l'occasion pour le parti de partager ses perspectives d'avenir et de renforcer son engagement envers le développement démocratique du Mali. Le Dr Modibo Soumaré s'engage à sortir les entreprises du Mali de la crise économique actuelle en faisant

preuve d'imagination, d'innovation et d'une volonté d'amélioration. Il appelle ses partisans à se mettre au service des populations dans cet effort.

Pour atteindre cet objectif, le Dr Modibo Soumaré propose plusieurs mesures pour assurer le succès de la transition en cours. Tout d'abord, il suggère la tenue d'un dialogue politique de haut niveau afin de pacifier et détendre le climat politique. L'objectif est de trouver des solutions réalistes pour résoudre les problèmes du pays.

De plus, le Dr Modibo Soumaré propose un dialogue constructif avec les anciens rebelles signataires de l'Accord d'Alger. Cette démarche vise à tracer une véritable voie pour la construction de la paix, qui est essentielle pour assurer la stabilité du pays.

Le Dr Modibo Soumaré souligne également l'importance de la capacité d'imagination collective pour proposer des solutions appropriées. Il encourage une approche collaborative où les entreprises, les populations et les militants travaillent main dans la main pour surmonter la crise économique.

Ces propositions démontrent la volonté du Dr Modibo Soumaré de mettre en place des mesures concrètes pour sortir le Mali de la crise économique. Il cherche à mobiliser tous les acteurs concernés et à favoriser un climat propice au dialogue et à l'innovation. En travaillant ensemble, il espère trouver des solutions réalistes et durables pour assurer la stabilité et la prospérité du pays.

Karamoko B Keita



Audience au ministère de la culture Le ministre Guindo félicite Youssou Doumbia



Youssouf Doumbia, un journaliste culturel au quotidien national L'Essor, a été reçu en audience par le ministre Andogoly Guindo, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme. M. Doumbia a remis deux prix au ministre Guindo en reconnaissance de son travail en tant que journaliste culturel. Le premier prix est le trophée d'honneur Cultura 2023 du meilleur journaliste culturel d'Afrique de l'Ouest, reçu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 15 novembre 2023. Le deuxième prix est le trophée du meilleur journaliste culturel au Mali, décerné par l'Exposition de Dubaï de l'Afrique 2023.

Le ministre Andogoly Guindo, un lecteur assidu du quotidien national et admirateur des écrits et qualités personnelles de M. Doumbia, n'a pas été surpris par cette reconnaissance internationale. Le ministre a adressé ses félicitations à M. Doumbia au nom des plus hautes autorités de la

Transition et lui a exprimé sa gratitude pour son travail inlassable de promotion de la culture malienne.

Cette reconnaissance met en évidence les contributions significatives que M. Doumbia a apportées au journalisme culturel, non seulement au Mali mais également sur la scène internationale. Son dévouement et sa passion pour la promotion de la culture malienne lui ont valu des éloges bien mérités. La reconnaissance du ministre envers les réalisations de M. Doumbia démontre l'engagement du gouvernement à soutenir et célébrer le secteur culturel.

Les réalisations de M. Doumbia servent d'inspiration aux journalistes en herbe et aux passionnés de culture, soulignant l'importance de leur rôle dans la préservation et la promotion du patrimoine national. Son succès met également en valeur la richesse et la diversité de

la culture malienne, renforçant sa position en tant que pôle culturel en Afrique de l'Ouest.

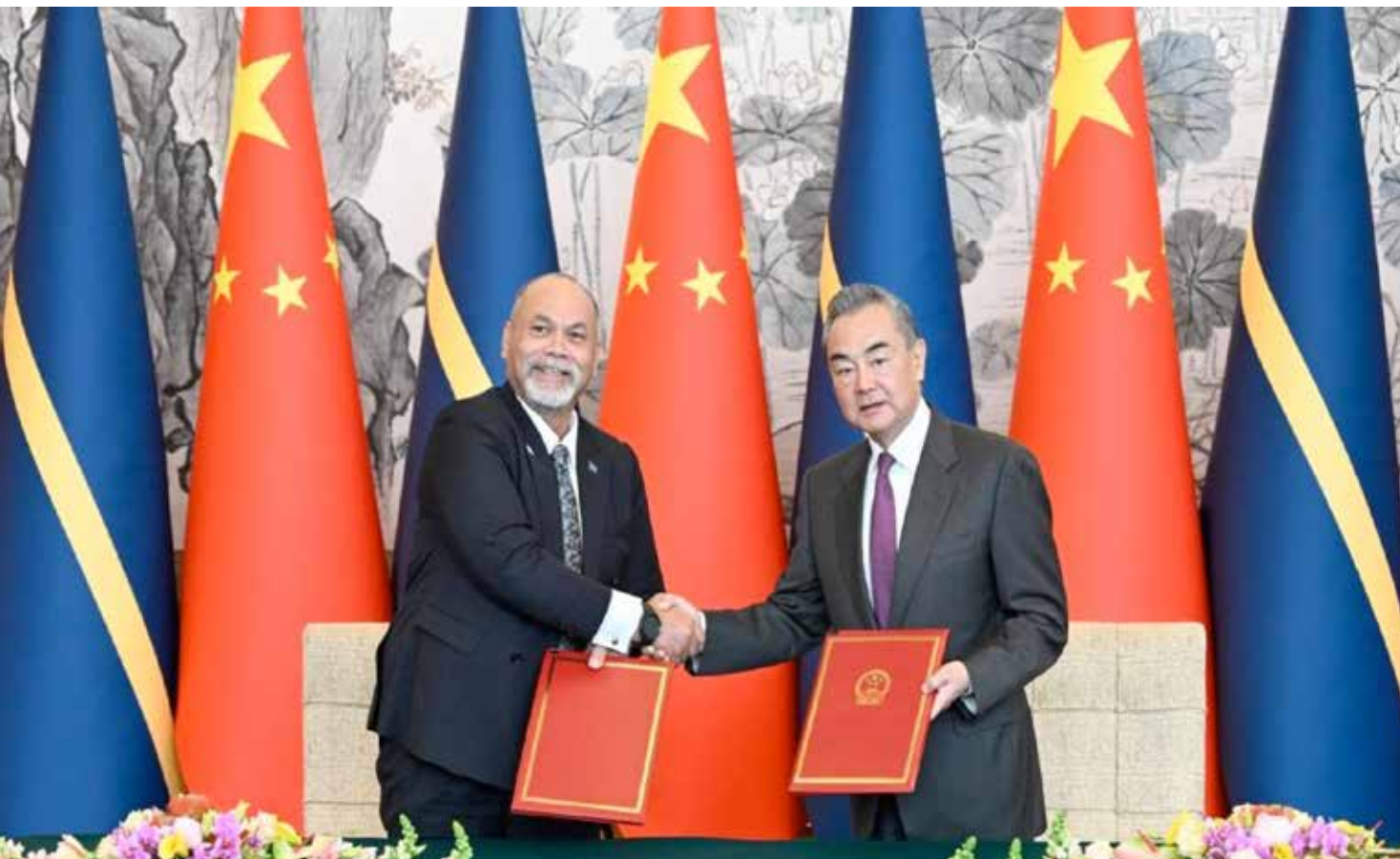
En tant que journaliste culturel, M. Doumbia continue de jouer un rôle essentiel dans la documentation et la mise en valeur des événements culturels et des talents qui contribuent à la vitalité de la société malienne. Son dévouement à son métier et sa capacité à captiver les lecteurs avec ses écrits font de lui un atout inestimable dans le domaine du journalisme culturel.

Le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme félicite une fois de plus M. Doumbia pour ses reconnaissances bien méritées et lui souhaite un succès continu dans ses projets futurs. Ses réalisations témoignent du talent et du dévouement présents au sein du paysage culturel malien.

Arouna Sidibé

Diplomatie

La Chine et Nauru rétablissent leurs relations



La Chine et Nauru ont signé mercredi, à Beijing, un communiqué conjoint sur le rétablissement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, s'est entretenu avec Lionel Aingimea, ministre des Affaires étrangères et du Commerce de Nauru, et les deux hommes ont signé un communiqué conjoint, qui prend effet à compter de ce jour.

Ce communiqué fait de Nauru le 183e pays ayant des relations diplomatiques avec la Chine.

Selon le communiqué conjoint, le gouvernement de la République de Nauru reconnaît qu'il n'y a qu'une seule Chine dans le monde, que le

gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légitime représentant l'ensemble de la Chine et que Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois.

Le gouvernement de la République de Nauru rompra ses «relations diplomatiques» avec Taiwan à compter de ce jour et s'engage à ne plus développer de relations officielles ou d'échanges officiels avec Taiwan, a-t-on appris du communiqué conjoint.

Les deux gouvernements conviennent d'échanger des ambassadeurs dès que possible et de se fournir toute aide nécessaire à l'établissement d'ambassades, d'après le communiqué conjoint.

«Aujourd'hui, les relations Chine-Nauru ont ouvert un nouveau

chapitre», a déclaré M. Wang lors de l'entretien.

Selon lui, bien que la Chine et Nauru soient géographiquement séparés par des océans, l'amitié entre les deux peuples a une longue histoire. En tant que pays en développement, les deux parties sont confrontées à des tâches communes telles que le développement de l'économie, l'amélioration des conditions de vie de leurs populations et la réalisation de la modernisation.

En tant que membres des pays du Sud, les deux parties partagent la même volonté de sauvegarder leur propre souveraineté et leur propre indépendance, de défendre les intérêts communs des pays en développement, et de promouvoir un monde multipolaire égal et ordonné, ainsi qu'une mondialisation économique qui profite à tous. Ceci

est la logique fondamentale qui a rapproché les deux pays et qui apportera certainement de larges perspectives de coopération, a-t-il poursuivi.

La reprise des relations diplomatiques entre la Chine et Nauru montre une fois de plus au monde que l'adhésion au principe d'une seule Chine est une tendance historique irrésistible, a souligné M.

Wang.

D'après lui, il y a encore un très petit nombre de pays qui maintiennent de soi-disant «relations diplomatiques» avec Taiwan pour diverses raisons, ce qui va non seulement à l'encontre des intérêts de leurs propres pays et de leurs peuples, mais viole également la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies et porte atteinte à la

souveraineté nationale de la Chine. De telles pratiques doivent être corrigées tôt ou tard.

La Chine exhorte ces pays à reconnaître la tendance de l'époque, a indiqué M. Wang, ajoutant que la Chine est prête à ouvrir un nouveau chapitre dans ses relations avec ces pays sur la base du principe d'une seule Chine.

Source: cgtn.com

Beijing

Xi Jinping rencontre le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda



Le président chinois, Xi Jinping, a rencontré, mercredi à Beijing, le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne.

Notant qu'Antigua-et-Barbuda est

l'un des premiers pays des Caraïbes orientales à avoir établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, Xi Jinping a déclaré que depuis l'établissement des relations diplomatiques

il y a 41 ans, les deux pays s'étaient toujours respectés et soutenus mutuellement, donnant un exemple de l'égalité et de la coopération gagnant-gagnant entre des pays de tailles différentes.

Les relations bilatérales ont maintenu un développement sain et stable, la coopération pragmatique a apporté des résultats fructueux et l'amitié entre les peuples s'est approfondie, a indiqué Xi Jinping.

Dans le nouveau contexte, la Chine est disposée à multiplier les échanges à tous les niveaux et à échanger des expériences en matière de gouvernance avec Antigua-et-Barbuda, à renforcer les synergies de leurs stratégies de développement, à approfondir la coopération pragmatique, ain-

si qu'à faire avancer les relations Chine-Antigua-et-Barbuda pour obtenir davantage de résultats et mieux bénéficier aux deux peuples, a poursuivi Xi Jinping.

Selon lui, les deux parties doivent poursuivre leur amitié traditionnelle, consolider la confiance politique mutuelle, et continuer de se comprendre et de se soutenir sur les questions concernant les intérêts fondamentaux ainsi que les préoccupations majeures de chacune.

La Chine apprécie hautement la

ferme adhésion d'Antigua-et-Barbuda au principe d'une seule Chine et soutiendra, comme toujours, Antigua-et-Barbuda dans la sauvegarde de sa souveraineté nationale et de son indépendance, ainsi que dans son choix indépendant d'une voie de développement conforme à ses conditions nationales, a souligné Xi Jinping.

Il a noté qu'Antigua-et-Barbuda était le premier pays des Caraïbes orientales à avoir signé un mémorandum d'entente avec la Chine sur la coopération dans le cadre de «la



Ceinture et la Route», et que la coopération entre les deux parties avait apporté des bénéfices tangibles aux deux peuples. Actuellement, la Chine fait avancer la modernisation chinoise dans tous les domaines à travers un développement de haute qualité, et ceci apportera de nouvelles opportunités pour le développement d'Antigua-et-Barbuda et pour la coopération bilatérale, a ajouté Xi Jinping.

Xi Jinping a déclaré que la Chine était disposée à élargir la coopération avec Antigua-et-Barbuda dans des domaines tels que le commerce, la construction d'infrastructures, le changement climatique, les nouvelles énergies, les soins médicaux et de santé sur la base des huit principales mesures visant à soutenir la coopération de haute qualité dans le cadre de «la Ceinture et la Route».

Notant que les deux parties devaient renforcer les échanges culturels et entre les peuples, Xi Jinping a indiqué que la Chine invitait davantage de jeunes d'Antigua-et-Barbuda à venir et étudier dans le pays.

La Chine est prête à renforcer la coordination multilatérale avec Antigua-et-Barbuda afin de préconiser un monde multipolaire équitable et ordonné, ainsi qu'une mondialisation économique inclusive et globalement bénéfique, et à promouvoir la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, a-t-il ajouté.

La Chine attache de l'importance aux préoccupations et aux demandes d'Antigua-et-Barbuda et d'autres petits pays insulaires en

développement dans le domaine du changement climatique, et est disposée à soutenir Antigua-et-Barbuda pour organiser la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, à continuer de fournir des aides au développement économique et social des pays régionaux dans la mesure de ses capacités, ainsi qu'à promouvoir le développement soutenu des relations entre la Chine et les pays des Caraïbes, a poursuivi Xi Jinping.

M. Browne a remercié le gouvernement chinois pour son soutien précieux, déclarant que l'aide et la coopération de la Chine avaient grandement promu le développement d'Antigua-et-Barbuda et contribué à ses efforts sur la réduction de la pauvreté.

La Chine adhère au principe selon lequel tous les pays, quelle que soit leur taille, sont égaux, et promet activement la noble vision de construire une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, a déclaré M. Browne, ajoutant qu'en mettant en avant l'initiative «la Ceinture et la Route», l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour la civilisation mondiale, la Chine avait pris des mesures concrètes pour promouvoir le développement et la prospérité communs du monde et pour bénéficier au peuple, faisant preuve d'un leadership et d'un charisme inégalés dans le monde, et que cela conduirait certainement plus de pays du Sud à renforcer l'unité et la coopération.

D'après lui, Antigua-et-Barbuda apprécie grandement la modernisation chinoise, et le grand succès de la Chine prouve que la voie et le système de la Chine sont efficaces et méritent d'être pris pour exemple.

Notant que les relations entre la Chine et Antigua-et-Barbuda sont fondées sur une amitié profonde, une confiance mutuelle, un respect mutuel et une coopération mutuellement bénéfique, M. Browne a indiqué qu'Antigua-et-Barbuda croyait fermement que Taiwan était, est et serait toujours une province de la Chine, et que son pays continuerait d'adhérer fermement au principe d'une seule Chine et qu'il soutenait fermement la Chine dans sa sauvegarde de la souveraineté nationale ainsi que de l'intégrité territoriale.

Antigua-et-Barbuda est disposé à être le partenaire le plus fiable de la Chine, se tiendra fermement aux côtés de la Chine sur les questions concernant le bien-être de toute l'humanité, et sauvegardera les intérêts communs des pays en développement, a-t-il poursuivi.

M. Browne a exprimé l'espoir que grâce à sa visite en Chine, les relations bilatérales seraient portées à un nouveau niveau et que plus de résultats en matière de coopération seraient atteints pour apporter plus d'avantages aux deux peuples. Antigua-et-Barbuda continuera de promouvoir activement le développement des relations entre la communauté des Caraïbes et la Chine, a-t-il ajouté.

Source : cegtn.com

www.malikile.com

Éric Sékou Chelle applaudi pour sa stratégie gagnante : Le Mali termine en tête du groupe E

Le Mali a terminé en tête du groupe E lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), grâce à une stratégie gagnante mise en place par son sélectionneur, Éric Sékou Chelle. Malgré un match nul 0-0 contre une Namibie déterminée lors de leur dernier match de groupe, les Aigles du Mali ont réussi à se qualifier pour les huitièmes de finale en tant que leaders.

La performance de l'équipe malienne a été saluée par les supporters et a renforcé son statut de sérieux prétendant au titre de la CAN. Le Mali, bien qu'il n'ait jamais remporté le tournoi, possède une riche histoire dans la compétition, avec une finale disputée en 1972 et plusieurs demi-finales, dont la dernière en 2013.

De son côté, la Namibie a créé la surprise en se qualifiant pour les huitièmes de finale pour la première fois de son histoire. Les supporters namibiens sont fiers de leur équipe qui a su déjouer les attentes et saisir cette opportunité historique avec courage et passion.

Le sélectionneur Éric Sékou Chelle a été chaleureusement félicité pour la stratégie et la performance de son équipe lors de cette phase de groupes. Sa tactique a permis au Mali de se qualifier en tête du groupe, démontrant ainsi sa capacité à prendre des décisions stratégiques efficaces.

Maintenant que la phase de groupes est terminée, tous les

regards sont tournés vers les prochains affrontements passionnants des huitièmes de finale. La Namibie, pleine de confiance après sa qualification historique, est prête à relever le défi des éliminatoires. Les Aigles du Mali, quant à eux, sont déterminés à continuer à faire vibrer le continent africain et à prouver qu'ils sont de sérieux prétendants au titre de la CAN.

La Coupe d'Afrique des Nations est pleine de surprises et chaque équipe a l'opportunité d'écrire son propre destin. Les supporters du football peuvent s'attendre à des matchs passionnants et imprévisibles lors des prochains affrontements des huitièmes de finale.

Fatou Sissoko



**Bélier (21 mars - 19 avril)**

Cette période vous pousse à sortir de votre zone de confort. Des opportunités de carrière inattendues pourraient surgir. Soyez ouvert à explorer de nouveaux horizons professionnels et à adopter une approche plus téméraire. Votre énergie inépuisable du moment vous aidera à relever les défis qui se présentent, alors n'hésitez pas à oser et à découvrir ces nouvelles perspectives qui se profilent. Pensez toutefois à bien vous entourer.

**Taureau (20 avril - 19 mai)**

Tout ne marche pas du premier coup et vous pourriez en faire les frais au travail. Gardez à l'esprit que ce n'est pas entièrement votre faute et qu'il faut prendre en compte d'autres facteurs. Cela ne remet pas en cause votre efficacité ou votre organisation. Encore moins les objectifs que vous vous êtes fixés ! Persévérez et entourez-vous des personnes qui voient le meilleur en vous. Leur soutien ne pourra que vous être bénéfique.

**Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

L'humeur est au beau fixe. Vous menez à bien un projet sur lequel vous travaillez depuis longtemps. Satisfaite, votre hiérarchie songe à vous confier d'autres projets importants. Votre entourage professionnel sollicite vos bons conseils. Vous vous sentez utile et estimé, ce qui rend votre travail d'autant plus agréable. Petit bémol concernant votre rythme, prenez le temps de faire des pauses.

**Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous avez toujours été quelqu'un de calme et de distant. Si ce comportement vous aide à protéger votre vie privée, il vous confère une certaine froideur auprès de vos collègues. Ne vous montrez pas trop dur au bureau et apprenez à vous ouvrir aux autres. Personne ne vous force à mélanger vie personnelle et vie professionnelle, mais un déjeuner entre collaborateurs reste toujours sympathique pour apprendre à mieux se connaître.

**Lion (22 juillet - 23 août)**

Des changements majeurs ont lieu au sein de votre travail, une réorganisation et un nouvel organigramme pourraient voir bientôt le jour. C'est peut-être le moment idéal pour avoir le poste que vous avez toujours convoité. Parlez-en à votre hiérarchie, et exposez-lui clairement la manière dont vous voyez votre avenir professionnel. Bien sûr, il sera question de prouver que vous êtes la personne idéale pour ce poste, en avançant des arguments solides.

**Vierge (23 août - 23 septembre)**

Transformez votre empathie naturelle, même si parfois larvée, en une œuvre d'art professionnelle. Abordez les projets qui se présentent avec une compréhension profonde des besoins humains. Votre collaboration avec des partenaires internes ou externes à votre service ou entreprise créera une mosaïque harmonieuse de compétences, conduisant à des réalisations professionnelles d'envergure. Soyez patient, car les projets ambitieux nécessitent souvent du temps.

**Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous pourriez vous trouver dans une situation délicate au travail aujourd'hui. Vos collègues vous offriront leur soutien, mais il faudra composer avec certaines embûches. Une certaine énergie vous boostera à déployer des efforts acharnés pour atteindre vos objectifs, coûte que coûte. Faites preuve de persévérance et tirez parti des influences positives qui vous entourent pour marquer des avancées significatives.

**Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Au travail, votre sens de la diplomatie sera mis à rude épreuve. Nul problème à l'horizon avec votre direction, mais certains de vos collègues seront à prendre avec des pincettes. Apprenez à faire des concessions, à être patient et surtout à prendre sur vous pour ne froisser personne ; la bonne entente au sein de votre équipe dépend en partie de vous. Rassurez-vous en vous disant que la situation n'est que temporaire.

**Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Au travail, vous n'aspirez pas ces derniers temps à autre chose que vos missions actuelles. Votre routine au travail vous convient et vous ne changeriez pour rien au monde. Tout est planifié, prévu, et vous connaissez la chanson sur le bout des doigts. Alors que d'autres collègues souhaitent changer de poste ou avancer dans leur carrière. Peu importe ce que les autres souhaitent, l'important c'est vous et d'aimer ce que vous faites.

**Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Cette journée s'annonce propice à la prise de risques calculés dans votre carrière. Vous serez en effet confronté à une opportunité audacieuse qui pourrait avoir un impact significatif sur votre carrière. Il s'agit d'un moment favorable pour sortir de votre zone de confort. Faites confiance à votre intuition et à votre expérience pour oser faire preuve d'audace et saisir votre chance, la récompense sera significative.

**Verseau (20 janvier - 19 février)**

Votre naturel curieux vous pousse à vouloir apprendre continuellement. C'est le jour idéal pour vous plonger dans l'exploitation de nouvelles idées qui trottent dans votre tête depuis un certain temps. Des personnes de confiance pourraient bien vous aider à les développer. L'optimisme qui vous caractérise vous vaut les louanges de vos proches collaborateurs, qui reconnaissent très volontiers votre force de travail.

**Poisson (19 février - 21 mars)**

Votre discipline et votre retenue vont être sollicitées. De probables conflits entre collègues verront le jour, restez à l'écart. Concentrez-vous sur votre travail, prendre parti dans ces querelles vous vaudrait des inimitiés. Si vos capacités d'écoute et de médiation pourraient aider à améliorer la situation, ne vous y forcez pas non plus. Agissez si vous le souhaitez, tout en conservant une certaine distance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23